



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

18 Juin 2010

18 يونيو 2010

Du 17 au 23 Juin 2010

Traités et droits de l'homme à coeur

Les travaux des experts des institutions nationales des droits de l'homme se sont clôturés le 10 juin par la «Déclaration de Marrakech» visant à renforcer les relations entre ces Institutions et les organes de traités. Selon Mahjoub El Haiba, SG du CCDH, désormais, les institutions nationales des droits de l'homme devraient ouvrir des débats publics lors de l'élaboration par les Etats de rapports à soumettre périodiquement aux organes de traités ; et toutes les institutions de l'Etat devraient prendre en considération les recommandations de la déclaration de Marrakech, notamment en matière d'adaptation des législations aux dispositions du droit international des Droits de l'Homme.■

Herzenni : "Il faut en finir avec l'Affaire Ben Barka"

INTERVIEW. Le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) et la Fondation de la Caisse de dépôt et de gestion (CDG) ont signé, le 10 juin 2010, des conventions avec les bénéficiaires de la deuxième tranche du programme de réparation communautaire. Ahmed Herzenni, le président du CCDH, nous en explique les tenants et les aboutissants.

PROPOS RECUEILLIS PAR ABDELHAK NAJIB



Zagora, Tan Tan, Azilal, Khemissat, Al Hoceïma, Nador, Khénifra et Hay Mohammadi à Casablanca.

Dans ce cadre, dix-huit conventions de partenariat ont été signées entre 2007 et 2009 avec des partenaires publics et privés en vue d'appuyer la mise en œuvre des différents programmes de réparation qui portent sur la préservation de la mémoire, le renforcement des capacités, la création de projets générateurs de revenus, la promotion des droits humanitaires des femmes.

Nous venons de donner le coup d'envoi de la deuxième tranche, qui concerne 51 projets avec un investissement de plus de 20 millions de DH, ce qui amène à 83 projets l'ensemble des projets lancés jusqu'à maintenant par le CCDH en partenariat avec l'Union Européenne et la Fondation CDG, l'agence d'exécution de ce programme. Les projets concernent la préservation active de la mémoire (6 projets); le renforcement des capacités des acteurs locaux (16 projets); l'appui aux activités génératrices de revenus (20 projets); l'intégration de la femme et de l'enfant (3 projets); les infrastructures sociales de base (3 projets); la préservation et la protection de l'environnement (3 projets).

Nous en sommes à la deuxième tranche, qu'en est-il de la première et quelles leçons ont été tirées de cette expérience?

Ahmed Herzenni: Les différents

Maroc Hebdo International: En quoi consiste le programme de réparation communautaire?

Ahmed Herzenni: Le programme de réparation communautaire a pour objectif de réparer les préjudices collectifs des régions qui ont connu des violations graves des droits de l'Homme et qui ont été marginalisées du fait d'avoir abrité

des centres de détention secrets ou victimes d'une présomption de sanction collective liée au déroulement de certains événements violents avérés et documentés.

Ce programme, qui vise la réhabilitation des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux des régions, concerne Figuig, Errachidia, Ouarzazate,

projets inscrits dans le cadre de la première tranche sont en cours d'exécution. Certes, on n'est pas encore en phase d'évaluation, mais nous pouvons d'ores et déjà affirmer que les premiers résultats de ce programme sont prometteurs. En effet, en comparaison avec des pays comparables, il est clair que nous avons quelques avancées et que nous faisons partie du peloton de tête. Et cette deuxième tranche confirme que nous nous acquittons de nos engagements en tant qu'institution chargée de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation.

Mais ce programme présente des faiblesses...

Ahmed Herzenni: En dépit des résultats probants enregistrés dans ce domaine, le programme comporte quelques faiblesses, dont la première est relevée au niveau du programme lui-même. En effet, si ce dernier porte essentiellement sur deux principaux axes, les activités génératrices de revenu et la préservation de la mémoire, dans les faits, on constate un déséquilibre entre ces deux axes au profit des activités génératrices de revenu. Le fait est que les besoins sont tels que ce volet retient davantage d'attention sur le terrain.

Une défaillance à laquelle il est possible de remédier, notamment dans le cadre d'un autre programme qui sera mis en œuvre en partenariat avec l'Union Européenne, et qui sera dédié exclusivement à la question de l'histoire et de la mémoire.

Nous nous reprochons la quasi-absence d'un système d'évaluation des projets qui permettra de

s'enquérir de près de l'état d'évolution des différents projets. Aussi, durant les prochaines semaines, le focus sera porté sur le suivi de l'évaluation de l'ensemble des projets lancés dans le cadre du programme de réparation communautaire.

Ces réparations sont-elles suffisantes pour tourner la page?

Ahmed Herzenni: Il ne faut pas oublier que l'Instance Équité et Réconciliation a pensé la réparation et la réconciliation dans une approche globale: réparation, vérité et garanties de non répétition. La réparation que l'IER a pensée et dont le CCDH est chargé de la mise en œuvre inclut: La réparation individuelle (financière, couverture médicale) et la réparation communautaire. La reconnaissance des violations et l'établissement de la vérité sont aussi une forme de réparation, mais qui ne se limitent pas à l'individu, elle verse les histoires des individus dans l'histoire nationale, elle nous permet de la lire et de connaître la vérité.

Pour tourner la page, il faut d'abord la lire, et quand on lit une page, la suivante doit être une évolution de l'histoire racontée dans la page précédente, d'où les garanties de non répétition. Tout ceci est un processus qui doit être pris en charge par tous les acteurs de la société: société civile, partis politiques, gouvernement...

On sait que de nombreux cas de violations des droits de l'Homme ne sont pas encore résolus dans le cadre du CCDH, pourquoi?

Ahmed Herzenni: Vous voulez parler des cas de disparitions forcées, qui font partie du mandat de l'IER.

Le CCDH, dans le cadre du suivi des recommandations de l'IER, a étudié 66 cas en suspens après la remise du rapport final en janvier 2006. Le CCDH en a résolu 57. Il en reste 9, dont le cas Ben Barka. Et pour ce cas précisément, nous avons expliqué à plusieurs reprises que le CCDH, en tant qu'institution chargée du suivi des recommandations d'un mécanisme de justice transitionnelle, à savoir l'IER, ne peut se substituer, et encore moins concurrencer, la justice conventionnelle, étant donné que c'est un dossier qui est toujours entre les mains de cette dernière. Il s'agit aujourd'hui d'activer, entre autres, la coopération judiciaire entre le Maroc et la France sur ce dossier. Il faut absolument en finir avec cette affaire.

Quels sont les dossiers qui bloquent aujourd'hui au niveau des indemnités?

Ahmed Herzenni: Je peux affirmer que 97% des dossiers valides des victimes et ou leurs ayant-droits ont été indemnisés, les problèmes qui restent sont d'ordre administratifs, il s'agit de dossiers non complétés par les victimes elles-mêmes. Le CCDH est en train de diligenter cela afin de clore définitivement ce dossier avant la fin de l'année en cours.

Quels sont les projets du CCDH pour l'avenir?

Ahmed Herzenni: Les droits économiques, sociaux et culturels sont un nouveau terrain à défricher, le CCDH a fait une étude dans ce sens, dont les résultats seront présentés prochainement. A côté de cela, le CCDH mène une politique de proximité avec la création des bureaux régionaux. ■

«Je peux affirmer que 97% des dossiers valides des victimes ou des ayant-droits ont été indemnisés, les problèmes qui restent sont d'ordre administratifs.»

Du 12 au 18 Juin 2010



مذكرة أمنية لمنع
مشبوهات من السفر إلى
الخليج وفتيات يتخرعن
بـ "الفن" لمغادرة
مطار محمد الخامس
وأخريات بعقود "فنانة"
مجالسة زبائن

كل شيء عن دعارة المغرييات في الخليج

Du 12 au 18 Juin 2010



حلم بالهجرة إلى الخليج لا يتوقف

بصدتهريها.

التعليمات الولايتية والمذكرة الأمنية الجديدة لتشديد المراقبة والتأكد من هوية كل فتاة عازية، تحمل في بطلقتها مهنة "بدون" أو "فنانة" أو "حلاقة" ليست الأولى من نوعها، بل سبقتها مذكرة أمنية مشابهة قبل سنة تقريبا، جاءت تزامنا مع تقرير أصدرته مديرية الشؤون القنصلية والاجتماعية بوزارة الشؤون الخارجية بالمغرب أوضحت أن شبكات تهجير الفتيات المغربيات إلى سوريا بدأت تأخذ أبعادا خطيرة.

التقرير نفسه وصف شبكة تهجير الفتيات إلى عدد من دول الخليج بشبكات "الاتجار في المخدرات"، والتقرير نفسه اتهم كل من يتواطأ في مساعدة تهريب الفتيات إلى دول خليج بعمود عمل مشبوهة، تخفي أكثر ما تكشفه سطورها.

والتقرير نفسه تلتته أيضا رسالة إلى المدير العام للإدارة العامة للأمن الوطني، تطالبه بضرورة فتح تحقيق موسع حول انتشار ظاهرة تهجير فتيات عازيات دون مهنة

المنظومة الألية.

ولم يشهد مطار محمد الخامس الدولي حادث منع مغربيات من السفر إلى بلدان أخرى منذ 4 أشهر، منع أزيد من 20 فتاة مغربية، جرى إيقافهن بالمطار للاشتباه في تعاطيهم الدعارة، على خلفية دورية أمنية تدعو إلى مراقبة الفتيات المتوجهات إلى بلدان عربية، وخاصة تونس وتركيا ولبنان.

وإضافة إلى التعليمات المتعلقة بضرورة التحقق من هوية عدد من المغربيات، وتنقيطهن، قبل السماح لهن بمغادرة أبواب مطار محمد الخامس، مازالت عناصر الجمارك تشدد المراقبة على مسافرين أجانب من دول إفريقيا وصينيين، بعد أن توصلت مصلحة الأبحاث الجمركية التابعة لمطار محمد الخامس بمذكرة أمنية، بضرورة تعميق البحث مع مهربي الأموال، ومعرفة مصدرها، كما شددت التعليمات على ضرورة إخضاع جميع الصينيين الوافدين على المطار الدولي إلى غرف التنقيط، بعد أن ضبط متهم صيني وبحوزته 200 ألف أورو، كان

جلال رفيق

أمران يدركان الأمن وعناصر الجمارك بالمطار الدولي محمد الخامس بالدار البيضاء، أولهما، تهريب الممنوعات، كالحشيش أو الكوكايين أو كيسولات الهيروين، وثانيهما، التحقق من هوية المسافرين وجنسياتهم والبلد، الذي سيولون وجوههم شطره.

عناصر مصلحة الشرطة القضائية الجديدة بمطار محمد الخامس ورجال الأمن بمختلف ربهم بالمطار نفسه، توصلوا قبل دخول فصل الصيف واشتداد درجة الحرارة بتعليمات ولايتية جديدة، للتحقق من مهن المغربيات المتوجهات بالخصوص إلى دول الخليج، إذ غالبا ما ينتحلن صفة فنانات قصد تسهيل عبورهن للعمل بغفادق أو ملاء بالدول التي يقصدنها.

وحسب التعليمات الجديدة، التي جاءت على شكل مذكرة أمنية، فإن رجال الأمن مطالبون بتنقيط المسافرات الراغبات في الالتحاق بأية دولة من دول الخليج، وكذا التحقق من بطاقاتهن الوطنية.

ويحقق رجال الأمن بالمطار نفسه مع فتيات لم يتجاوزن بعد عقدهن الثالث، تحمل بطاقاتهن الوطنية مهنة فنانة، أو حلاقة "كوافورة"، يتوافدن كل أسبوع تقريبا على المطار الدولي للالتحاق بدولة من دول الخليج بعد حصولهن على عقود عمل، إما في مرقص ليلية، أو قنوات غنائية جديدة، تشغل مغربيات بعمود عمل مشبوهة.

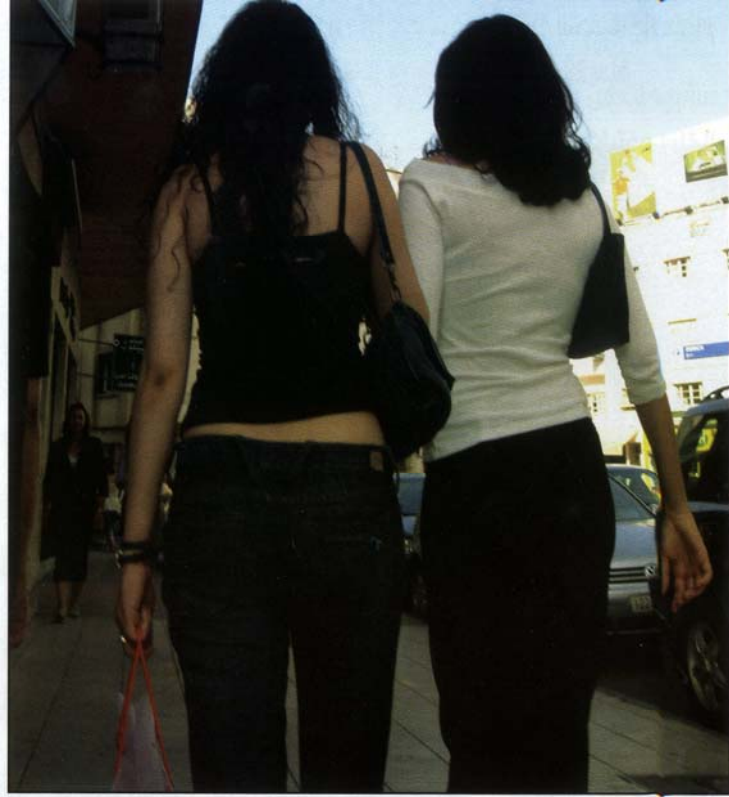
التعليمات الأمنية شددت على ضرورة التحقيق والاستماع إلى الفتيات اللواتي تقل أعمارهن عن 20 سنة، واللواتي يرغبن في السفر إلى دولة من دول الخليج، كما شددت التعليمات على ضرورة إخضاع المسافرة، التي تشببه بها عناصر الأمن إلى استماع تمهيدي وإحالتها بعد ذلك على عناصر الاستعلامات العامة، التابعة لولاية الأمن، قصد الاستماع في محاضر رسمية من جديد، والتحقق من صحة العقد والمعلومات التي تدلي بها المشتبه بها.

ولم تحدد المذكرة الأمنية دولا معينة، بل جاءت بصيغة عامة لتشديد إجراءات المراقبة والتحقق من هوية المسافرات المغربيات إلى دول عربية.

وتمكنت عناصر الجمارك بالمطار الدولي محمد الخامس بالبيضاء، أخيرا، من منع مجموعة من المغربيات، من مغادرة المطار في اتجاه كل من تونس وتركيا ودول أخرى، دون أن يعلمن أسباب منعهن من مغادرة المطار، رغم توفرهن على الوثائق اللازمة والتأشيرات.

ومنعت عناصر الجمارك وأمن مطار محمد الخامس 3 مغربيات كن متوجهات إلى تونس الأسبوع الماضي، بعد الاشتباه في أمرهن، خاصة بعد أن أصبحت مجموعة من المغربيات، يتوجهن إلى تونس وتركيا، ثم يغيرن وجهتهن إلى دول الخليج، وفي الوقت الذي منعت فيه 3 مغربيات من السفر إلى تونس، وأربع أخريات إلى تركيا، سمحت عناصر الجمارك بسفر 3 مغربيات إلى تونس، رغم أنهن كن رفقة الممنوعات من السفر، بعد تنقيطهن في

”
أجندة المطار تسجل كل
أسبوع توافد مغربيات
بجوازات سفر مختومة بصفة
«فنانة» محملات برسائل
ترحيل خليجية
”
رجال الأمن مطالبون بتنقيط
المسافرات الراغبات في
الالتحاق بأية دولة من دول
الخليج وكذا التحقق من
بطاقاتهن الوطنية



والهدف من زيارتهن دول الخليج، ومعلومات أخرى حول مدة الإقامة ومكانها بالدولة المقصودة، وتوزع الاستمارات على المسافرين، الذين يغادرون أرض الوطن عبر مطار محمد الخامس، إضافة إلى المسافرين الذين يحلون بالمغرب قادمين من دول أجنبية كذلك. أجندة المطار تسجل كل أسبوع توافد مغربيات بجوازات سفر مختومة بصفة «فنانة»، يدخلن التراب الوطني محملات برسائل ترحيل وجهت إليهن من قبل الجهات المسؤولة بالخليج، والأجندة نفسها، تسجل سفر مغربيات يعقود مشبوهة إلى دول الخليج، رغم المذكرة الأمنية الجديدة، التي حركت الأمن والجمارك مع حلول التبشير الأولى لفصل الصيف.

إلى دولة من دول الخليج تتضمن عبارة «فنانة مجالسة زبائن» هكذا تكلم رجل أمن يعمل بالمطار الدولي محمد الخامس. المذكرة الأمنية الجديدة، جعلت عناصر الأمن رفقة رجال الجمارك يعتمدون على حدسهم وهوية المسافرين ووظيفتهم، لإخضاعهم إلى التفتيش بغرف خاصة، أو الاستماع إليهم لأخذ المزيد من المعلومات، أو تسليمهم جوازات سفرهم مع متهنات بالسفر السعيد. أغلب الفتيات، اللواتي جرى إيقافهن من السفر إلى دول خليجية، جرى اكتشاف أمرهن عبر استمارات تابعة للإدارة العامة للأمن الوطني، تلتزم المسافرات بملئها، إذ يدون معلوماتهن الشخصية، ومكان إقامتهن بالمغرب،

إلى سوريا، ومن ثم إلى بلدان خليجية أخرى. رغم اعتراف الكثير من الفتيات، وأفراد بعض الشبكات، الذين جرى اعتقالهم، بتورط عناصر من أمن المطارات ومصالح الجوازات، التي «تمتع» فتيات المغرب بصفة «فنانة» بسهولة، فإنه لا أحد دخل على خط المحاسبة، إذ غالبا ما يجري الاستماع إلى فتيات من طرف عناصر الفرقة الجنائية الإلثنية، ويجري تقديمهم في حالة اعتقال إلى وكيل الملك بمحكمة القطب الجنحي بالدر البيضاء، ليجري إطلاق سراهم لعدم وجود أدلة إدانة ضدهم. أغلب الفتيات اللواتي جرى إيقافهن جرى الاستماع إليهن من طرف مصالح أمنية مختلفة، وتوصلت إلى أن بعض العقود، التي يجري بها تهجير الفتيات المغربيات

إجراءات قانونية

- يجري الاستماع للموقوفات
- يجري تنقيطهن من طرف مصلحة الشرطة القضائية بالمطار
- يدخلن على مصالح الاستعلامات العامة والفرقة الجنائية الولائية بولاية الأمن
- تجري إحالتهم على وكيل الملك بمحكمة القطب الجنحي بالدار البيضاء
- أغلب الفتيات يصرحن أن هناك وسيطا تمكن من إغوائهن، وإنجاز كل الوثائق، التي تلتزمهن مقابل مبالغ مالية لا تتجاوز 20 ألف درهم
- النيابة العامة تملك الحق في التدخل السريع لمتابعة الأشخاص أو الجهات، التي ساهمت في تهجير المغربيات

بلدان الاستقبال

تركيا وتونس أصبحتا الوجهة المفضلة لفتيات يرغبن في الاستقرار في دولة من دول الخليج، فالوجهتان يمكن السفر إليهما بن تأشيرة، وعناصر الأمن لا تشدد إجراءات المراقبة والتحقق من هوية المسافرات. البحرين والأردن وسوريا والإمارات العربية المتحدة ودبي، كلها بلدان تحرك عناصر الأمن والجمارك وتجعل مساطر التحقق من هوية المسافرات ماراطونية، ويمكن أن تتحول إلى محاضر استماع.

«فنانات» مجالسات لزبائن فنادق الخليج



■ عادل غرقاوي

إن تكوني فنانة في المغرب ليس بالأمر الصعب، إذ يكفيك فقط الحصول على بطاقة، بطرق ملتوية من طرف جهة معينة.

ولقد أدت هذه الوضعية إلى حصول المئات من الفتيات على هذه البطائق، قبل أن يوظفنها في الحصول على تأشيرة للذهاب إلى إحدى الدول الخليجية أو العربية، حيث يشتغلن في الكاباريهات والمراقص، وبعضهن يحترفن الدعارة.

غير أن بعض البلدان العربية قلبت الطاولة على «فنانات الخليج» المغربيات، إذ استقبل مطار محمد الخامس، في الشهور الأخيرة أفواجا من «الفنانات»، جرى ترحيلهن على دفعات، بينما تعتمد شرطة المطار إلى إيقاف مجموعة منهن، قبل السفر، بعد أن تشك في أمرهن.

ومن أبرز هذه الأفواج، مجموعة الفنانات المرحلات من طرف البحرين، التي قررت إعادة 500 مغربية إلى المملكة، بعد أن أصدرت في حقهن الإدارة السياحية، التابعة لوزارة الثقافة والإعلام البحرينية، مذكرة بترحيلهن إلى وطنهن الأصلي.

واستقبل المطار الدولي محمد الخامس في الدار البيضاء، في الأسبوع الأول من رمضان، حوالي 100 فنانة قادمة من دول الخليجية، وفي مقدمتها مملكة البحرين، قبل أن تتوالى عمليات الترحيل، حتى بلغن العدد المحدد في اللائحة.

فالسبب الرئيسي وراء ترحيل المغربيات، يعود إلى قرار انضباطي اتخذته السلطات البحرينية بضرورة ألا يعمل في الملاهي الترفيهية التابعة لفنادق البحرين، سوى فنانين مؤهلين ومعتمدين، ويحملون بطاقات فنية موثقة من بلدانهم الأصلية.

وشكل ترحيل «الفنانات» المغربيات إلى بلدهن الأصلي موضوع الساعة، آنذاك، لدى أصحاب المؤسسات السياحية في البحرين، خاصة بعدما وجدوا أنفسهم أمام موقف حرج إثر الفراغ، الذي تركته هؤلاء الفنانات، اللواتي يشغلن ما يفوق نصف مناصب العمل بهذا الصنف داخل البحرين، وعدد من دول المنطقة الخليجية.

واعتبرت السلطات البحرينية قرار ترحيل الفنانات المغربيات إلى وطنهن، يهدف إلى «تنظيف» السوق الفنية المحلية من الحذلاء، ومن الممارسات، التي تمس الدين والعادات والتقاليد، خاصة أن عقود العمل تتوزع بين صفتين، هما «فنانة مجالسة للزبائن»، أو «راقصة مجالسة للزبائن».

وقبل هذا الحادث، أوقف بمطار «محمد الخامس الدولي» بالدار البيضاء، ما يناهز 30 فنانة مغربية، كن متجهات إلى عدة دول خليجية وفي مقدمتها «مملكة البحرين» للاشتغال كفنانات.

واشتبهت شرطة المطار في أمرهن، الشيء الذي دفعها إلى إيقافهن وإحالتهم على ولاية أمن الدار البيضاء.

تدخل أمن المطار يعود إلى توصله بمذكرة أمنية، تدعوه إلى تشديد المراقبة على نشاطات شبكات متخصصة في تهجير فتيات مغربيات إلى البلدان العربية بالمشرق ودول الخليج، بهدف تسخيرهن في أنشطة الدعارة بواسطة عقود عمل وهمية في قطاعات (الفنقة، والخدمات، ومضيفات طائرات)،

مماثلة لإيقاف مجموعة من المغربيات، يمتدحن حرفا بالفنادق والفضاءات الليلية، يدعى أنهن ينتمين إلى شبكات متورطة في الدعارة، توظف مهنة الفن لتهجير مجموعة من الفتيات، منهن قاصرات.

فدولة الإمارات وحدها قامت، ما بين سنة 2001 و2004، بتسجيل أكثر من 800 حالة اعتقال، همت فتيات مغربيات ضبطن متلبسات في شقق ممارسة الدعارة، قبل أن يجري ترحيلهن إلى المملكة المغربية.

وفي الفترة نفسها منعت السلطات الإماراتية قرابة 500 فتاة من دخول أراضيها، بعد التأكد من أن عقود العمل، التي حصلن من خلالها على التأشيرة، هي مجرد عقود مزورة أبرمت للدخول إلى الإمارة الخليجية، قصد العمل في سوق النخاسة.

أما في سوريا، فتشير المعطيات المتوفرة إلى أن 6 آلاف مغربية يشتغلن في مجال الدعارة، مبرزة أن الفتيات المغربيات، بعد مغادرتهم لمطار دمشق، يدخلن في نفق مفلق تبتدئ أطواره بالتسجيل في نقابة الفنانين بعد إجراء فحوصات وتحاليل طبية، لتأتي مرحلة النوادي الليلية، وبعد التوقيع على عقود يجري اقتياد الفتيات إلى فنادق إيواء «الفنانات».

وبالنسبة للأردن، تؤكد مصادر متطابقة أن ما يفوق 22 ألف فتاة من المغرب، وتونس، وفلسطين، والعراق، يشتغلن دون إذن رسمي من نقابة الفنانين.

لكن وبمجرد وصولهن إلى الضفة الأخرى، يجري اقتيادهن إلى أماكن مشبوهة، وتجردهن من جوازات سفرهن وإرغامهن على ممارسة مختلف أنشطة الدعارة.

وبعد هذه العملية، منعت عناصر الجمارك بالمطار الدولي محمد الخامس بالبيضاء مجموعة من المغربيات، من مغادرة المطار في اتجاه كل من تونس، وتركيا ودول أخرى، دون أن يعلمن أسباب منعهن من مغادرة المطار، رغم توفرهن على الوثائق اللازمة والتأشيرات. ويتعلق الأمر بـ 3 مغربيات كن متوجهات إلى تونس، بعد الاشتباه في أمرهن، خاصة بعد أن أصبحت مجموعة من المغربيات يتوجهن إلى تونس وتركيا.

ثم يغيرن وجهتهن إلى دول الخليج. وفي الوقت الذي منعت فيه 3 مغربيات من السفر إلى تونس، وأربع أخريات إلى تركيا، سمحت عناصر الجمارك بسفر 3 مغربيات إلى تونس، رغم أنهن كن رفقة الممنوعات من السفر.

وتوصلت عناصر الجمارك والأمن بمطار محمد الخامس بتعليمات للتحقق من مهن المغربيات المتوجهات بالخصوص إلى دول الخليج، إذ غالبا ما يتحللن صفة فنانات، قصد تسهيل عبورهن للعمل بفنادق أو ملاه بالدول التي يقصدنها.

وسبق للسلطات الأردنية والإماراتية واللبنانية والسورية والبحرينية أن أصدرت، في ما قبل السنة الماضية، مذكرات

حسن النفالي الرئيس المنتدب لائتلاف المغربي للثقافة والفنون

لوبيات تتحايل على الفتيات للعمل في الملاهي في لبنان والخليج



حسن النفالي

■ فؤاد اليعانجي

✓ ما هو رأيكم في توسع قاعدة الفتيات المغربيات اللواتي يسافرن إلى دول المشرق، تحت غطاء فنانة، ثم يتحولن للعمل في الملاهي الليلية؟
■ يجب التمييز في هذه القضية، لأنه بحسب التحريات، التي قمنا بها بمساعدة النقابات الفنية الموجودة في دول المشرق بالخصوص، يعني سوريا والأردن ولبنان ومصر، تبين أن العدد كبير جدا ومهول، بحيث أنه يصل إلى حوالي 23 ألف فنانة. لا علاقة لهؤلاء الفتيات، ولكي نكون موضوعيين، لا علاقة لهن بالميدان الفني، ولم يكن أبدا فنانات، ولم يسافرن لكي يشتغلن في الميدان الفني.

طبعاً لدينا استثناءات واضحة مثل سميرة بنسعيد، وفاطمة مقداي، وسناء موزيان، وسميرة الهواري، وميساء المغربي، فهؤلاء فنانات مغربيات، كن فنانات في المغرب، وهاجرن لكي يشتغلن كفنانات في تلك الدول بوضوح، يشاركن في أفلام، ويشتغلن أيضاً كمطربات.
أما الفتيات الأخريات فسافرن للقيام بمهام أخرى، إذ أن العقود التي حصلن عليها من أجل السفر للاشتغال في تلك الدول، هي عقود مختلفة إما مربية أو حلقة وغيرها، ولكن عندما يدخلن ذلك البلد، هناك يكون المشكل.

✓ ماذا يحدث هناك؟

■ هناك لوبيات سواء في ذلك البلد أو في المغرب، تتحايل على الفتيات، وتستقطبن، وعض أن يشتغلن في الميدان المدون في العقد، يشغلنهن في الملاهي الليلية والمرقص والكباريهات، للقيام بأشياء أخرى غير الأشياء، التي سافرن من أجلها.

ومن أجل أن تتمكن تلك الفتيات من الاشتغال في الكباريه أو المرقص أو الملهى، فقوانين دول المشرق يحتم عليهن أن يكن فنانات، ولكي يكن فنانات يجب عليهن الحصول على ترخيص من النقابة الفنية للبلد الذي تردن الاشتغال فيه، وأيضاً ترخيص من السلطات أي وزارة الداخلية في ذلك البلد.

هنا أعطي مثالا، بحيث أن كل فتاة أرادت الحصول على ترخيص للعمل مدة سنة، تؤدى حوالي 1000 دولار، وتصور معي أن أية نقابة في هذه الدول المعنية، سترد عليها طلبات كثيرة ستوفر لها دخلا مهما، بالإضافة إلى الرشوة، التي يمنحها اللوبي، وبالتالي يجري منحهن شهادات مزورة على أساس أنهن فنانات، يشتغلن في الميدان الفني. يقدمن هذا الترخيص لوزارة الداخلية في ذلك البلد، التي بدورها تمنحن الترخيص، وهذه حقائق

واحدة من هؤلاء الحاملات للبطاقة المهنية، أنها ضبطت تقوم بأعمال أخرى غير العمل الفني، سواء في المغرب أو خارج المغرب.

✓ لكن، هذا لا يعني تسجيل في بعض الأحيان خروقات في عملية منح البطاقة؟

■ بالفعل كانت هناك استثناءات قليلة جدا، لكنها غير معفية من توجيه اللوم إليها، ويتعلق الأمر ببعض النقابات الفنية في المغرب، كانت في بداياتها تعطي انحرافات أو شهادات لبعض الفتيات، خصوصا في مجال الموسيقى والرقص. لن أسمى هذه النقابات، لكن أقول إن هذه العملية كانت سائدة في فترة من الفترات، وقدمت تلك النقابات شهادات لفتيات سافرن للاشتغال في مراقص وملاهي ليلية.

✓ هل هناك إجراءات صارمة بخصوص عملية منح البطاقة؟

■ لما كنت في ديوان وزيرة الثقافة ثريا جبران، قامت الوزيرة بمجموعة من الإجراءات بهذا الخصوص، منها أننا شاركنا في اجتماع انعقد على مستوى وزارة الداخلية، أعطيت خلاله تعليمات صارمة، تقضي بعدم تسليم أية شهادة لأي شخص كيفما كان نوعه تحمل صفة فنان، إذا لم يكن يتوفر على البطاقة المهنية من وزارة الثقافة. واعتقد أن هذا الإجراء يمارس الآن بشكل صارم على مستوى الدوائر الأمنية والمقاطعات الحضرية، إذا أردت أن تدون صفة فنانة في البطاقة الوطنية.

” قدمت نقابات شهادات لفتيات سافرن للاشتغال في مراقص وملاهي ليلية

ثابتة، وأنا بحكم مسؤوليتي، تتبعتها واطلعت عليها.
✓ هل هذا يعني أن جميع الفتيات اللواتي يسافرن، يستقطبن للعمل في الملاهي؟

■ لا أقول كلهن يخضعن لهذه اللوبيات، فهناك من رفضن وانتفضن على هذا الوضع، ووقعت عدة حوادث في هذا الشأن، وربما تتبعتم الملف الأخير في أبو ظبي، الذي اعتقل فيه مجموعة من السوريين والمغاربة، حوكموا بالأشغال الشاقة. أيضا هناك الكثيرات ممن تنخرطن في ذلك المسار، خصوصا لما تعلمن أن مداخلهن ستكون مهمة جدا.

✓ ماذا بخصوص منح بطاقة الفنان في المغرب لهؤلاء الفتيات؟

■ بخصوص الفنانات، اللواتي يحملن صفة فنانة، فالأمر هنا واضح، فالموقع الإلكتروني لوزارة الثقافة، يضم لائحة منشورة تضم جميع أسماء الفنانات المغربيات، سواء في المسرح أو في الموسيقى أو التشكيل أو في السينما، يعني أن أية سيدة حصلت على بطاقة فنانة، إلا واسمها موجود في موقع الوزارة. وما ثبت لحد الآن أن

تحرك رسمي لمحاربة مافيا الاتجار في البشر

الوزارة والمجلس الاستشاري يحققان في دعارة مغربيات الخليج

دعارة المغربيات في دول الشرق الأوسط والخليج العربي، أصبحت موضوعا يهتم قطاعات حكومية متعددة، كان آخرها دخول المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، على الخط. أحمد حرزني، يعتبر أن تدخل المجلس في الموضوع من صميم اختصاصاته، التي تجعله يتصدى لكل انتهاكات حقوق الإنسان، خاصة حين يتعلق الأمر بموضوع الاتجار في البشر، ومحمد عامر الوزير المكلف بالجمالية، يخشى من الإساءة إلى النساء المغربيات المهاجرات، رغم أنه يعترف بوجود الظاهرة، فإنه يرى أن هناك دولا أخرى تفوقنا في تعاطي نساءها للدعارة، إلا أن المغرب، بحسب برأيه، يملك من الشجاعة، ما يجعله يتعاطى مع الموضوع بصراحة، من خلال اتخاذ إجراءات عملية، داخلية وأخرى خارجية للحد منها ومحاصرة المافيات، التي تغذيها.

رشيد باحة

للدعارة بكافة أشكالها، لكنها لا تتعامل مع الظاهرة بجرأة وصراحة، مثل المغرب.

✓ ألا ترى أن الظاهرة أضرت بصورة المغرب في الخارج؟

■ لا ينبغي المساس بصورة النساء المغربيات المهاجرات، بالتهويل من الموضوع، فهناك مغربيات محط، تشريف لبلدهم، في دول الاستقبال، كما أن هناك عاملات يحتلن مواقع مهمة، وأطرا تشغلن مناصب استراتيجية، لذا ينبغي تجنب لغة التشب في التعاطي مع الظاهرة.

✓ هل وضعت برنامج عمل في الوزارة للحد من الظاهرة؟

■ المشكل أفقي، يهم عددا من القطاعات، وهناك إجراءات، كما قلت، تتخذ للحد من الظاهرة، سواء من قبل المغرب، أو بتنسيق مع دول أخرى، والمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، تدخل بدوره في الموضوع، من أجل البحث عن حلول عملية لمعالجة الظاهرة، التي تبقى دولية، ولا تهم المغرب فقط.

■ ليست لدينا أي تقارير في الموضوع، بل نكتفي بما تقوله الصحافة في هذا الصدد.

وللإمام بالموضوع، ينبغي التنقل إلى عين المكان، للوقوف على حجم الظاهرة، وهذا ما لم أقم به لحد الآن.

أنا على علم بما يجري في دول أخرى، من ممارسات تهم دعارة مغربيات، ونساء من جنسيات مختلفة، لكن لا ينبغي التهويل والنفخ في الظاهرة، كما أن المغرب اتخذ إجراءات ملموسة للحد منها، خاصة في ظل تنامي شبكات الاتجار في البشر وتناسلها.

ومن هذه الإجراءات التدقيق في رخص العمل الممنوحة لبعض النساء الراغبات في الهجرة، والحرص على أن تكون مطابقة للقانون، كما أصبحت وزارة الثقافة، الجهة الوحيدة المخولة لمنح بطاقة الفنان، كل ذلك من أجل وضع حد للممارسات السائدة في السابق.

الدعارة موجودة في كل الدول والمجتمعات، ولا ينبغي التركيز فقط على المغرب في تناولها، فهناك دول عربية، تفوق المغرب بكثير في عدد المتعاطيات



محمد عامر

ينبغي تجنب لغة التشب في التعاطي مع دعارة المغربيات في الخارج

✓ ما الإجراءات، التي اتخذت لمعالجة ظاهرة دعارة بعض المغربيات في الخارج؟

■ الموضوع لم يعد طابو، فالصحافة تتحدث عنه، كما أنه أصبح موضوع أسئلة داخل قبة البرلمان، هناك إجراءات معمول بها، جرى اتخاذها للحد من الظاهرة، وأخرى في طور التنفيذ، لكننا لا ينبغي أن نمسح بالموضوع أكثر من حجمه الحقيقي.

✓ هل أنجزتم دراسات وتقارير حول الموضوع؟

لم يسبق لي أن أدليت بتصريحات في الموضوع سوى ما تعلق منها بتصريح لإحدى الجرائد الخليجية، عبر مراسلها في المغرب.

✓ ما هي الأهمية، التي اعتمدها للدخول كطرف في ملف دعارة المغربيات في الخليج؟

■ لا أريد الحديث عن أية معطيات تهم جوهر هذا الملف إلى حين الانتهاء من الوصول إلى نتائج ملموسة.

✓ هناك مذكرة أمنية تهم تشديد المراقبة على بعض النساء الراغبات في التوجه إلى بعض دول المشرق للعمل كفنانات، كيف تنظر إلى الأمر؟

■ ليس لي علم بهذه المذكرة الأمنية، لكنني أود القول إن حرية التنقل تعد من مبادئ حقوق الإنسان، المتعارف عليها دوليا، ولا ينبغي المساس بها، بأي شكل من الأشكال، لكن الاتجار في البشر، يتنافى وحقوق الإنسان، ومن واجبا كمؤسسة وطنية موكول لها، اختصاص السهر على حماية حقوق الأفراد، والنهوض بها، للتدخل والتصدي لأية انتهاكات بهذا الخصوص.

الحقيقي، بعيدا عن التهويل، لمعرفة التدابير الممكن اتخاذها في هذا الاتجاه.

✓ ماذا يمكن للمجلس الاستشاري أن يقوم به للحد من الظاهرة، هل سيكتفي بمجرد كتابة تقارير في الموضوع ورفعها إلى الجهات الوصية؟

■ سنرى ما يمكن القيام به في هذا الاتجاه، سواء عبر تضمين التقرير السنوي للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان لمعطيات تتعلق بدعارة المغربيات في دول الشرق الأوسط، أو في حال الوصول إلى حقائق مهمة، سنقوم بإنجاز تقارير موضوعاتية حول هذا الملف.

✓ ما منهجية البحث، التي ستعتمدها في إنجاز هذه التقارير؟

■ سنعتمد على خبراء في الموضوع وباحثين، مع استقصاء كل المعطيات المتعلقة بالدعارة، من مؤسسات وطنية وعبر وطنية.

سبق أن قمت بزيارة لدول الخليج، وأدليت بتصريحات في الموضوع، وقفت فيها عند حقائق مرتبطة بهذا الملف، هل يدخل ذلك في صميم العمل الذي تنجزونه اليوم؟



أحمد حرزني

نحن بصدد إنجاز تقارير ودراسات حول الدعارة

✓ ما الصفة التي جعلتكم تتدخلون في موضوع دعارة المغربيات في الخارج؟

■ تدخلنا في الموضوع، لأنه يهتم الاتجار في البشر المنافي للمبادئ الكونية لحقوق الإنسان، مثله في ذلك مثل الهجرة السرية وغيرها من ظواهر الاستغلال البشري الأخرى، وملف الدعارة يدخل ضمن إطار المتاجرة في البشر، وينبغي محاربتها.

نتوخى أولا، التأكد من وجود الظاهرة، وحجمها

أمнести تشرح حالة حقوق الإنسان في المغرب

حالة حقوق الإنسان في المغرب في مجال حريات التعبير وتكوين الجمعيات مقلقة حسب آخر تقرير سنوي لمنظمة العفو الدولية... وهو نفس الأمر الذي عبرت عنه أمнести بخصوص مصير توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة من خلال مقرر خاص في هذا الشأن عنوانه «نكث الوعود».

تتعلق بالشبيعة واغلقت مدرسة للاطفال العراقيين... التقرير السنوي لمنظمة العفو الدولية لم يتوقف عند هذه الحدود، بل عاد لقضايا سنوات الرصاص في ركن «العدالة الانتقالية»، وأكد أنه لم تنشر قائمة بحالات الاختفاء القسري بعد تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة. مثلما أعاد التأكيد على أن مرتكبي الانتهاكات ما زالوا بعيدين عن المحاسبة... وقد أفرزت منظمة العفو الدولية مقرا خاصا بالقضايا المرتبطة بالعدالة الانتقالية أسمته «نكث

يوسف بجاجا

حالة حقوق الإنسان بالمغرب مقلقة حسب آخر تقرير لمنظمة العفو الدولية، حيث تزايدت الإعتداءات على حرية التعبير والتجمع وتكوين الجمعيات، بالإضافة إلى مضايقة الشطاء الحقوقيين والصحافيين واعتقالهم، وتزايد حملات اعتقال المهاجرين وترحيلهم بشكل جماعي... هذه هي معالم الوضع العام في



الوعود»، حيث قالت من جهة إنها تعترف بالعمل الطليعي الذي أنجزته هيئة الإنصاف والمصالحة وترحب بما حققته السلطات من تقدم في السنوات الأخيرة لتحسين حالة حقوق الإنسان في البلاد، لكنها أكدت من جهة أخرى على التأخر في تنفيذ عدد من التوصيات المهمة للهيئة في مجالات كشف الحقيقة وجبر الضرر والإصلاح القانوني والمؤسسي التي تهدد بتقويض ما تحققت من نجاحات، وتلقي بخلال من الشك على التزام السلطات المغربية بالتصدي للانتهاكات الماضي لحقوق الإنسان على نحو مناسب وتعزيز وحماية حقوق الإنسان: «فمنذ انتهاء فترة التفويض الممنوحة لهيئة الإنصاف والمصالحة، لم نبذل أية مجهودات

المغرب حسب التقرير السنوي لأمнести الذي تم تقديمه في ندوة صحافية يوم 8 يونيو الجاري بالرباط، وهي المعالم التي تم التوصل إليها من خلال إعادة سرد وتركيب الخروقات التي عرفتها البلاد في القضايا التي تسميها منظمة العفو الدولية بقضايا حرية التعبير وقمع المعارضة ومكافحة الإرهاب وحقوق المهاجرين واللاجئين وحرية العقيدة، حيث عادت المنظمة لما حدث في قضية المجاهرة بالإفطار من خلال الحركة البديلة من أجل الحريات الفردية، وعادت أيضا للقضية التي اتهمت فيها السلطات ديبلوماسيين إيرانيين في الرباط بممارسة أنشطة تخالف المقومات الدينية للمغرب، حيث صودرت وثائق

توصية تتعلق بمجال العدالة، حيث طالبت المنظمة بإحداث آلية بمقتضى القانون الدولي من خلال عملية تشاور واسعة بين المجلس الاستشاري والسلطات المغربية والضحايا وعائلاتهم والجمعيات الممثلة لهم من أجل تقديم منتهكي حقوق الإنسان إلى ساحة العدالة، وهي الآلية التي أسستها بنظام للتفحص والتقييم لضمان عدم عودة من يشتبه إلى حد معقول في أنهم ارتكبوا جرائم بمقتضى القانون الدولي أو انتهاكات لحقوق الإنسان إلى مناصب العمل، وينبغي لمثل هذه الآلية - يقول التقرير - أن تنشأ جنباً إلى جنب مع مباشرة تحقيقات مستقلة ومحيدة لمعرفة الجناة المشتبه فيهم، ومباشرة إجراءات قضائية لتقديمهم إلى ساحة العدالة.

المغربية إلى معالجة المسائل التي لم تشملها صلاحيات هيئة الإنصاف والمصالحة والمجلس الاستشاري، وبخاصة تقديم مرتكبي انتهاكات حقوق الإنسان إلى ساحة العدالة، وإجراء التعديلات القانونية والمؤسسية دون مزيد من الإبطاء.

ولكي تظل روح هيئة الإنصاف والمصالحة حاضرة، ومن أجل إعادة بناء الثقة في عملية البحث عن الحقيقة لدى ضحايا انتهاكات حقوق الإنسان، وضمان عدم تكرار الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، وإظهار السلطات المغربية التزامها الحقيقي بحقوق الإنسان توصي منظمة العفو الدولية بالعديد من التوصيات، في مجال جبر الضرر والإصلاحات القانونية والمؤسسية، غير أن أهم

من أجل تحديد هوية مرتكبي انتهاكات الماضي لحقوق الإنسان بإحضارهم إلى ساحة العدالة، بهاتان مهمتان لم يشملهما لسوء لحظ نطاق صلاحيات الهيئة. وبالنسبة للعديد من الضحايا وعائلاتهم وعدد من منظمات حقوق الإنسان ما من مصالحة يمكن أن تنجز دون تحقيق العدالة».

لذلك، فإن تقرير أمنستي يحث المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان على ألا يستعجل إنهاء جهوده في متابعة عمل هيئة الإنصاف والمصالحة في وقت مبكر وفي تنفيذ توصياتها قبل التصدي لبواعث القلق التي أثارها الضحايا وعائلاتهم ومنظمات حقوق الإنسان، ولأوجه القصور التي أوردها هذا التقرير، ودعت المنظمة الحقوقية السلطات